

Claude Truchot

La création d'une Europe multilingue: quel rôle pour les universités? Intégrer les langues nationales dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur

1. L'internationalisation de l'enseignement supérieur

1.1 Contexte et cadre

Etre reconnu sur le plan international est devenu la préoccupation majeure des universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Cette internationalisation s'effectue dans un contexte où le savoir tend à devenir un bien économique et un enjeu de marché, et où les établissements sont mis en concurrence. Les classements internationaux impulsent cette concurrence, au profit essentiellement des universités nord-américaines qui occupent une position dominante et fournissent les modèles.

Le cadre est celui de l'intégration européenne de l'enseignement supérieur ou "processus de Bologne" qui a consisté à normaliser les diplômes en trois niveaux, bachelor ou licence, master, doctorat, selon le "modèle" américain, et à instaurer un système unique de crédits reconnus par les établissements quel que soit le pays.

1.2 Méthodes

Les méthodes utilisées pour s'internationaliser sont à peu près les mêmes pour tous les établissements. Ceux-ci les mettent plus ou moins en œuvre selon les moyens dont ils disposent.

Internationaliser

- Créer des formations à vocation internationale.
- Attirer des étudiants étrangers, ceux des pays à fort potentiel de développement (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud) constituant des cibles prioritaires.
- Participer à des programmes internationaux d'échanges.
- Créer avec des universités partenaires des filières internationales de formation.
- Créer des filiales dans d'autres pays, notamment au moyen d'opérations conjointes ("joint ventures").

Les formations et les diplômes les plus concernés sont les masters. On peut considérer qu'il s'est établi un véritable marché international et concurrentiel des masters. Les filières disciplinaires les plus touchées sont les formations d'ingénieur, la gestion d'entreprises (écoles de commerce et de management), l'économie, la finance, les relations internationales. Mais on constate de plus en plus une extension à d'autres domaines. Une distinction est en train de s'établir entre filières à vocation internationale et filières à vocation locale ou nationale, avec une dévalorisation de plus en plus accentuée de ces dernières.

1.3 Questions de langues

L'internationalisation des universités pose évidemment de nombreuses questions de langues dont on pourrait penser qu'elles devraient recevoir un traitement spécifique, c'est-à-dire explicite, à l'intérieur de la politique d'internationalisation de chaque établissement. Mais dans la plupart des cas, le traitement est implicite et se ramène à l'usage de l'anglais comme langue véhiculaire ou *lingua franca* de l'enseignement. Cette pratique se répand dans toute l'Europe. Une enquête commandée par la fondation *Stifterverband* (Wächter/Maiworm 2007)¹ et réalisée en 2007 dans 27 pays européens recensait 2400 programmes en anglais dont 79% de masters et 16% de licences (*bachelors*). Selon cette enquête, ce nombre aurait triplé entre 2003 et 2007.²

L'argument selon lequel la langue nationale serait insuffisamment diffusée et enseignée pour permettre son usage dans une stratégie d'internationalisation est souvent invoqué pour justifier le recours à l'anglais. Mais en réalité les motivations essentielles sont d'une part la quête du label international associé à la langue anglaise, et d'autre part la volonté de conquérir des parts du marché des masters en anglais. Ce sont ces deux dernières motivations qu'on va trouver dans les pays qui ont des langues de plus large diffusion.

Dans des cas spécifiques d'autres *linguae francae*, ou langues véhiculaires, sont aussi utilisées, comme l'allemand et le français, surtout en Europe centrale et orientale, et de manière beaucoup plus limitée.

2. Conséquences

2.1 Conséquences sur la fonctionnalité des langues nationales

Témoignage 1

Marc Chesney (2009) dans une enquête sur un échantillon représentatif d'universités de 6 pays d'Europe continentale (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Italie, Suisse) montre que dans les domaines de l'économie, de la finance et de la gestion de nombreux programmes de masters ont complètement basculé vers l'anglais.

Sur un total de 153 masters recensés, 44 utilisent exclusivement l'anglais et 31 sont bilingues (anglais et langue nationale), en général de manière transitoire. On compte seulement 11 masters exclusivement en allemand et 10 en français, alors que trois des six pays ont l'allemand comme langue nationale et deux le français (Chesney 2009).

¹ Le *Stifterverband* est une fondation allemande financée par les entreprises et le patronat pour intervenir dans le domaine scientifique et universitaire (www.stifterverband.de).

² Odile Schneider-Mizony (2006) invite toutefois à considérer les données de cette enquête avec circonspection dans la mesure où "elles reposent uniquement sur les déclarations de personnes interrogées, qui sont de plus des chefs de projet de ces cursus aux enjeux financiers aussi bien que symboliques".

Témoignage 2

Dans une enquête effectuée en 2008-2009 pour le quotidien *NRC Handelsblad*, Marlies Hagers relève que 105 masters sur 170 à l'université d'Amsterdam étaient en anglais, 89 sur 196 à l'université d'Utrecht. À celle de Maastricht, les 46 masters sont tous en anglais, la seule exception étant celui de droit néerlandais (Hagers 2009).

Ces deux témoignages parmi d'autres illustrent la **perte de fonctionnalité** des langues nationales dans la transmission et l'acquisition des savoirs. Elles montrent que les formations, diplômes et domaines disciplinaires qui sont internationalisés sont en fait attribués à la langue anglaise.

2.2 Conséquences sur le plurilinguisme de la société et des individus

Le principe selon lequel la mobilité dans l'enseignement supérieur a une valeur éminemment formatrice est une tradition fondatrice de l'université. La mobilité permet de se confronter aux différences, aux cultures, aux histoires, aux courants de pensées, aux civilisations. Elle constitue une motivation essentielle à l'apprentissage et à la connaissance des langues.

En s'intégrant dans des formations en *lingua franca* dispensées dans leur propre pays, les étudiants effectuent cette mobilité... sur place. En Norvège, selon une étude réalisée en 2009 par l'institut d'études *Nifu-Step* à la demande du Conseil des langues (*Språkrådet*) 85% des étudiants dans les filières de formation en anglais étaient norvégiens.³ Par ailleurs en s'intégrant dans des formations dispensées en *lingua franca* dans un autre pays, les étudiants sont peu motivés pour en apprendre la langue et en comprendre la culture.

Il résulte de ce repliement sur l'anglais un affaiblissement du plurilinguisme et un appauvrissement culturel. Les deux témoignages suivants en attestent.

Témoignages néerlandais

Frans Zwarts, ancien recteur de l'université de Groningue: "Les jeunes générations aux Pays-Bas refusent actuellement d'apprendre l'allemand et le français". (Intervention lors de la séance de clôture du programme Dylan (Dynamique des langues et gestion de la diversité linguistique), Vrije Universiteit, Brussel, 22 septembre 2011)

Pour Douwe Draaisma, Professeur d'histoire de la psychologie à la même université de Groningue, l'usage d'une *lingua franca* unique va de pair avec l'homogénéisation des contenus souvent calqués sur des modèles nord-américains: "Une grande partie de la science peut être ainsi perdue. Des historiens éminents qui ont écrit en allemand et en français pourraient simplement disparaître des programmes. De plus les Néerlandais ont toujours été des intermédiaires entre l'anglais, l'allemand et le français. Nous sommes en train de perdre ce rôle."⁴

³ www.nifustep.no.

2.3 Conséquences sur la qualité des formations

2.3.1 La transmission des connaissances en *lingua franca*

Dans ces formations, le niveau en anglais des enseignants est très inégal, même en Europe du Nord. Dans le meilleur des cas les enseignants s'expriment dans un anglais que les observateurs qualifient de “correct”, mais qui consiste non pas à parler mais à oraliser de l'écrit. Aucun enseignant digne de ce nom ne fera cours de cette manière dans sa langue maternelle ou habituelle. S'il maîtrise bien le contenu de son cours, il l'adapte à son auditoire, s'efforce de capter son attention, improvise quand c'est nécessaire, ponctue d'anecdotes pour relancer l'intérêt. Bien peu d'enseignants sont en mesure de le faire dans une langue étrangère. Dans les pays où la connaissance et la pratique de l'anglais sont moins développées, le viatique moyen des enseignants des filières “anglophones” est souvent constitué des quelques centaines d'heures d'apprentissage et de pratique permettant le recours à un idiome approximatif qu'il est excessif de nommer “langue anglaise” et qu'il serait plus approprié de qualifier de “globish”. Lors du recrutement, les universités se fient le plus souvent aux publications en anglais des candidats. Mais dans presque tous les cas les textes ont été revus et réécrits pour être publiés, ou simplement traduits, et ne reflètent pas le niveau d'anglais de ceux qui les signent.

2.3.1 L'acquisition des connaissances transmises en *lingua franca*

Pour l'admission des étudiants, les établissements formulent des exigences de niveau dans la langue d'enseignement, en général évaluées par un test. Mais leurs exigences doivent être modérées pour ne pas être des obstacles au recrutement. Peu d'étudiants candidats à un master atteignent le niveau C1 du Cadre européen commun de références pour les langues qui est exigé par exemple par le Collège d'Europe de Bruges (Malacek 2010). Le plus souvent ce sont les niveaux B1 ou B2 qui sont exigés. On commence à disposer d'observations sur le niveau et les pratiques des étudiants intégrés dans des filières anglophones avec ce niveau de connaissance, notamment l'étude suivante réalisée en Suède.

Observations

Beysa Björkman (2008), dans une étude réalisée dans une université technique en Suède, a décrit l'anglais parlé lors des échanges entre les enseignants et les étudiants et entre les étudiants. Il en ressort qu'ils ont lieu en anglais non standard, simplifié et approximatif même s'il reste fonctionnel, en d'autres termes en “globish” dont elle donne de nombreux exemples. Elle note aussi fort justement que si elle a pu relever les stratégies de communication utilisées par les étudiants pour essayer de se faire comprendre, elle n'a pas pu observer ce qu'ils n'ont pas pu dire.

Les étudiants de ces filières rencontrent en fait de nombreux problèmes et en posent tout autant.

⁴ Propos rapportés par Hagers (2009).

Témoignage

Jean-Claude Usunier (2009), professeur à la Faculté des hautes études commerciales de l'université de Lausanne, a observé les problèmes posés par un enseignement uniquement délivré en anglais dans cette faculté. Les étudiants étrangers y constituent la cible prioritaire du recrutement et le justificatif majeur de l'enseignement en "lingua franca" imposé par la direction. Or, beaucoup d'étudiants étrangers proviennent de pays où le niveau des études est généralement faible, notamment celui de l'apprentissage des langues étrangères. Leur connaissance de l'anglais est pour beaucoup un handicap, l'appropriation insuffisante des connaissances une source d'échec. Certaines productions écrites sont parfois indéchiffrables et nécessitent plusieurs correcteurs. Ces étudiants étrangers sont en moyenne de moins bon niveau que les étudiants locaux, qui eux progressent plus difficilement qu'ils ne le feraient en français.

3. Les langues nationales sont-elles donc hors-jeu dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur?

Pourtant la langue nationale est celle qui est la mieux connue des étudiants qui ont été socialisés et éduqués dans le pays. C'est la langue dans laquelle les enseignants formés dans le pays sont le mieux à même d'enseigner. Pour les étudiants étrangers, l'enseignement dans la langue du pays d'accueil les met dans une situation d'immersion qui leur permet de progresser au double plan linguistique et scientifique, les place dans un environnement linguistique que maîtrisent les participants, y compris les enseignants, et leur ouvre des possibilités d'intégration dans le pays et sa culture. Toutes choses que ne permet pas une *lingua franca*.

Alors que faire?

Ne conviendrait-il pas:

- De rechercher les moyens d'une gestion cohérente de l'ensemble des questions de langues, dans le cadre d'une internationalisation maîtrisée?
- De définir les dimensions linguistiques effectives d'une ouverture internationale.
- De réunir ces différentes dimensions dans le cadre de **politiques linguistiques** élaborées et mises en œuvre à l'échelon des établissements?

4. Un autre traitement des questions de langues: des politiques linguistiques d'université

Les dimensions d'une politique linguistique d'université

- Former les étudiants étrangers à la langue du pays d'accueil, avant et pendant leur résidence dans ce pays.
- Organiser une formation linguistique approfondie et diversifiée de l'ensemble des étudiants.
- Apprendre dans plusieurs pays en apprenant dans la langue de chacun d'eux.
- Former les étudiants à la mobilité.
- Utiliser des langues véhiculaires de manière raisonnée et complémentaire, ce qui signifie renverser l'ordre des priorités.
- Organiser la politique linguistique à l'échelon de l'établissement: existence d'un référent linguistique, ou chargé/e de mission pour les langues, avec un budget spécifique.

4.1 L'accueil et la formation linguistiques des étudiants étrangers

La formation des étudiants étrangers à la langue du pays d'accueil constitue évidemment la pierre angulaire d'une alternative. Elle implique une politique appropriée organisant la formation linguistique en amont et de manière continue, utilisant ou élaborant des procédures d'évaluation linguistique calibrées et fiables. Les questions didactiques doivent être prises en compte tant pour les contenus linguistiques que culturels. Des structures d'enseignement doivent être mises en place, les enseignants formés.

Actuellement l'accueil et la formation linguistiques des étudiants étrangers sont surtout développés dans les pays qui ont une langue de large diffusion enseignée à l'échelon international, et qui accueillent un grand nombre d'étudiants étrangers. C'est le cas de la France puisque les établissements peuvent s'appuyer sur les réseaux d'enseignement du français à l'étranger, qu'il existe des structures universitaires de formation au français (une trentaine), un organisme chargé d'élaborer des procédures d'évaluation, le CIEP (Centre international d'études pédagogiques).⁵ L'enseignement au "français langue universitaire" est aussi organisé sous des formes diverses et sa pédagogie commence à faire l'objet d'une recherche. Le problème est qu'il faudrait que les universités puissent assurer et reconnaître une formation linguistique préparatoire aux études universitaires. Des universités le font mais beaucoup s'y refusent. Parmi celles qui se sont donné certains moyens de le faire on peut citer l'université de Strasbourg qui organise des stages préparatoires à l'année universitaire et une formation continue au français. A l'université de Varsovie les étudiants étrangers peuvent consacrer une année complète à se former à la langue polonaise.

Dans les pays qui ont des langues moyennement diffusées et enseignées (ou "modi-mes"), la formation à la langue du pays d'accueil est moins développée. Mais elle pourrait l'être. Ce sont ces pays et leurs universités qui devraient recevoir pour ce faire des aides européennes bien plus importantes que celles qui sont attribuées par le program-

⁵ www.ciep.fr/.

me Erasmus qui a essentiellement bénéficié aux langues de grande communication et avant tout à l'anglais (Truchot 2008).

4.2 L'apprentissage généralisé et diversifié des langues étrangères

La formation linguistique des étudiants est évidemment l'autre volet indispensable d'une telle politique. Il faudrait qu'elle soit diversifiée, généralisée à l'ensemble de la population étudiante, et rendue obligatoire. Et donc que des moyens suffisants soient attribués pour l'organiser. En Europe, il est probable que les universités sont loin d'atteindre ou de s'être donné de tels objectifs, d'autant qu'on puisse en juger car il n'existe pas d'état des lieux sur les différentes manières qu'ont les établissements universitaires de traiter cette question. Le *Plan d'action 2004-2006* de l'Union européenne a tenté d'en établir une ébauche.⁶ Mais celui-ci n'a pu établir “un constat crédible faute de données suffisantes ou rendues disponibles de manière centralisée” précise Jean-Claude Beacco, auteur du rapport final réalisé à partir des 19 rapports nationaux (Beacco 2007). Ceux-ci notent que les informations sont difficiles à recueillir étant donné que la situation est très variable d'un établissement à l'autre et que les universités sont souvent très autonomes.

A défaut d'état des lieux transversaux, on dispose de témoignages souvent précis et révélateurs établis par des enseignants qui se sont attelés à la tâche de mettre en place une telle formation linguistique et de l'intégrer ou la faire intégrer dans une politique des langues. C'est le cas de celui de Pierre Frath (2005), actuellement professeur à l'université de Reims et qui a longtemps œuvré à l'université de Strasbourg pour mettre en place une formation linguistique pour “non-spécialistes”.

Témoignage

Pierre Frath: “Toutes les maquettes de cursus universitaires en France comportent l'obligation d'apprendre une ou plusieurs langues. C'est certainement très positif, surtout si on compare cette situation à celle de la Grande-Bretagne ou d'autres pays, où les langues sont facultatives, et du coup, peu ou pas étudiées.”

“Tout cela nécessite des décisions diverses et variées, autrement dit une politique des langues. Le moins qu'on puisse dire est qu'on est loin du compte”. Il existe des aspects positifs comme la création dans plusieurs établissements de centres de ressources pour l'apprentissage autonome associé à des départements de langues qui sont chargés de les faire fonctionner et qui produisent les ressources didactiques, comme la création d'une certification en langues adaptée à l'enseignement supérieur et fondée sur les niveaux du *Cadre européen commun de référence en langues* du Conseil de l'Europe.

Mais les aspects négatifs sont encore plus nombreux: enseignements dépendant d'initiatives individuelles sans garantie de permanence, situations de fait, désintérêt de la part des départements de spécialistes, statut dévalorisé des enseignants, concurrence des modes de certification, investissements de prestige mais improductifs comme les salles multimédias, et préférence souvent accordée à l'enseignement en anglais comme solution miracle.

⁶ *Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique. Plan d'action 2004-2006*: http://europa.eu.int/comm/education/policies/lang/languages/consult_fr.html.

4.3 Apprendre dans plusieurs pays dans leurs langues nationales

Pour apprendre des langues tout en apprenant sérieusement une discipline, la manière la plus efficace est probablement de suivre un parcours universitaire dans plusieurs pays tout en apprenant dans la langue de chacun d'eux. En contrepoint de la tendance au tout anglais, on peut citer des exemples d'universités qui ont décidé d'organiser des filières internationales intégrées utilisant la langue d'enseignement de chaque pays d'accueil. Elles le font soit en s'intégrant dans des réseaux existants comme les universités bi-nationales, soit en créant elles-mêmes des réseaux internationaux. De telles initiatives impliquent bien entendu que la formation linguistique des étudiants soient appropriée, aussi bien en amont que pendant les études à l'étranger, ce qui implique que de telles initiatives soient intégrées dans des politiques linguistiques d'établissement.

Apprendre dans plusieurs pays dans leurs langues nationales

L'exemple des universités binationales

Parcours de formation organisés dans le cadre d'appariements d'universités sous l'égide d'organismes de coordination bi-nationaux.

- L'université franco-allemande/Deutsch-Französische Hochschule est particulièrement développée, avec une quarantaine d'appariements.
- L'université franco-italienne/università italo-francese de création plus récente est en train de se mettre en place, à l'exemple du diplôme Doppia Laurea internazionale/licence double (Chambéry – Langue Etrangères Appliquées/Aosta – Lingue e Comunicazione).

Apprendre dans plusieurs pays dans leurs langues nationales

L'exemple des filières plurilingues internationales

- L'École supérieure de commerce de Paris (ESCP-EAP) participe à un programme mis en place dans 5 établissements, à Paris, Londres, Berlin, Madrid et Turin. Dans chaque site, l'enseignement a lieu dans la langue du pays d'accueil. Les étudiants participants doivent fréquenter trois sites. Ils y obtiennent le diplôme de chaque établissement.
- L'École supérieure de biotechnologie de Strasbourg organise une formation trilingue (français, allemand, anglais) en association avec les universités de Bâle et Karlsruhe.

4.4 Les universités plurilingues sont-elles des exemples?

Le concept d' "université plurilingue" connaît actuellement un certain succès. Il est utilisé par des universités qui enseignent en plusieurs langues et sont situées pour la plupart dans des pays ou régions où plusieurs langues ont un statut officiel. Néanmoins

le concept recouvre des situations très différentes. Certaines universités sont de créations anciennes, comme celle de Fribourg en Suisse qui enseigne en allemand et français et celle d'Helsinki en Finlande qui enseigne en finnois et suédois. En fait l'une et l'autre sont plutôt deux universités en une.

Mais de manière récente des universités ont été créées dans des régions ou pays multilingues en intégrant les différentes langues en usage. Fondée en 1997, l'université de Bolzano/Bozen en Italie utilise l'allemand et l'italien. Fondée en 2000, l'université d'Aoste a pour langues officielles l'italien et le français. L'université du Luxembourg a été créée en 2003 et utilise l'allemand, le français et l'anglais. Des universités plus anciennes ont intégré récemment ou renforcé des langues en position minoritaire. On peut citer l'université de Babes Bolyai à Cluj-Napoca en Roumanie qui s'emploie à renforcer la place du hongrois à côté du roumain tout en intégrant aussi l'allemand, le français et l'anglais

Tous ces établissements affichent leur plurilinguisme et visent à en tirer parti pour asseoir leur notoriété sur la scène universitaire internationale. Tous également font usage de l'anglais et en font état. Dans la très grande majorité des cas, la place de l'anglais n'est pas différente de ce qu'elle est dans les établissements "monolingues" les plus internationalisés et tous se sont très bien positionnés sur le marché des masters en anglais. Elles s'appuient sur un recrutement d'étudiants qui ont été scolarisés en plusieurs langues, ce qui en l'état n'est pas transposable dans la majorité des universités en Europe. On peut ajouter aussi que plusieurs d'entre elles sont très sélectives, visant plus ou moins ouvertement un recrutement dans les milieux aisés, ce qui peut difficilement être considéré comme une pratique recommandable.

4.5 Politiques linguistiques d'établissements: peu d'exemples

Bien que ces différentes questions de langues constituent des enjeux majeurs pour les établissements universitaires, à l'exception des "universités plurilingues" elles ne sont que rarement intégrées dans des politiques linguistiques d'établissement. Le rapport de la Commission européenne sur le *Plan d'action 2004-2006* met en exergue un cas de figure, tout à fait exemplaire, mais très isolé, celui de l'université de Varsovie.

Un exemple de bonne pratique

L'université de Varsovie offre des cours en 50 langues, suivis en 2005 par 12000 étudiants. Ceux-ci doivent acquérir une certification en deux langues. Pour l'une des langues, la certification est de niveau B2, pour l'autre elle doit représenter au moins 120 heures de cours. 50% des étudiants choisissent une autre langue que l'anglais. Une formation au polonais langue étrangère est assurée. Cette politique est pilotée par un chargé de mission auprès du Recteur qui gère en 2005 un budget de 4 millions d'euros.

En conclusion

Éléments pour une discussion et pour des initiatives

- Valoriser l'image des langues nationales.
- Associer langues nationales et qualité.
- Faire du plurilinguisme un atout.
- Sensibiliser les établissements d'enseignement supérieur à l'intérêt de traiter les questions de langues dans le cadre de politiques linguistiques.
- Soutenir financièrement les universités qui s'engagent dans cette voie (notamment dans le cadre de programmes européens) et les récompenser (création un label).
- Réaliser un *Guide des bonnes pratiques linguistiques dans les universités* (EFNIL/FENIL).

Références bibliographiques

- Beacco, J.C. (2007): *Relancer l'éducation multilingue pour l'Europe*. Bruxelles: Commission européenne. Internet: www.europa.eu/langues/fr.
- Björkman, B. (2008): So where we are: Spoken lingua franca English at a Swedish technical university. In: *English today* 24 (2), 11-17.
- Chesney, M. (2009): *Enjeux et conséquences de l'utilisation de l'anglais pour les études d'économie et de gestion à l'université. Colloque Le français dans l'enseignement supérieur et la recherche*. Genève: Université de Genève, 18 mars 2009.
- Frath, P. (2005): Plaidoyer pour une véritable politique des langues pour les non-spécialistes à l'université. In: *Les Langues Modernes* 4/2005, 17-27. Internet: www.res-per-nomen.org/respernomen/perso/mespubs.html.
- Hagers, M. (2009): The globalization of college, English takes over at Dutch universities. In: *NRC Handelsblad*, 20 mars 2009. Internet: www.nrc.nl.
- Malacek, K. (2010): Language use of the students of the College of Europe. In: Hanf, D. (dir.): *Langues et construction européenne*. (= Cahiers du Collège d'Europe 10). Bruxelles: Peter Lang, 211-236. Collège d'Europe: www.coleurop.be/.
- Schneider-Mizony, O. (2006): L'anglicisation de l'enseignement supérieur en Allemagne et ses discours de justification. In: *Les nouveaux cahiers d'allemand* 24, 4, 331-347.
- Truchot, C. (2008): *Europe: l'enjeu linguistique*. Paris: La Documentation française, Collection Les études.
- Truchot, C. (2010): L'enseignement supérieur en anglais véhiculaire: la qualité en question. In: *diploweb, revue géopolitique*. Internet: www.diploweb.com/L-enseignement-superieur-en.html [Texte en français, anglais, italien, russe (allemand en cours de traduction)].
- Usunier, J.-C. (2009): Un plurilinguisme pragmatique face au mythe de l'anglais lingua franca de l'enseignement supérieur. Colloque *Les enjeux du plurilinguisme pour la construction des savoirs*, 12-13 novembre 2009, Berne.
- Wächter, B./Maiworm, F. (2008): *English-taught programmes in European higher education*. Bonn: Lemmens.